



UNOPS



Réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA/UNOPS, l'UNICEF, ONU-Femmes et le PAM

Le 27 mai 2021

Note d'information :

« Examen quadriennal complet et réforme du système des Nations Unies pour le développement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : événements survenus au cours des 12 derniers mois (depuis la dernière réunion conjointe des Conseils d'administration) »

1. Introduction

La pandémie de COVID-19 est l'une des crises mondiales déterminantes de notre époque, dont les conséquences sanitaires, sociales et économiques sont dévastatrices. En mai 2021, la COVID-19 avait entraîné plus de trois millions de décès directs, d'innombrables autres pertes humaines dues au manque d'accès aux services essentiels et plus de 140 millions de cas confirmés dans le monde. La sécurité alimentaire se détériore et la faim gagne du terrain. Aujourd'hui, 957 millions de personnes souffrent d'une consommation alimentaire insuffisante et jusqu'à 270 millions seraient en situation de crise alimentaire aiguë. Environ 500 millions d'emplois ont été perdus, entraînant un recul de l'économie mondiale de 3,5 %. Les perturbations actuelles des services dues aux restrictions imposées par la COVID-19 auront également des répercussions à long terme sur les personnes les plus vulnérables. La pandémie a déjà provoqué la plus grande perturbation de l'éducation de l'histoire. Plusieurs millions d'élèves ont vu leur scolarité interrompue, ce qui a eu une incidence sur le développement des compétences et les perspectives économiques à plus long terme. Près de 370 millions d'enfants sont aujourd'hui privés de repas scolaires en raison des fermetures d'écoles. La pandémie a également fait reculer les progrès en matière d'égalité des genres, notamment en ce qui concerne l'extrême pauvreté, l'emploi, la santé (y compris la santé sexuelle et reproductive), les activités de soin non rémunérées et la violence envers les femmes et les filles.

Face à cette situation, le besoin d'unité et de cohésion au sein du système des Nations Unies pour le développement n'a jamais été aussi pressant. Tout au long de l'année 2020 et jusqu'en 2021, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont mis en place des cadres d'intervention et des mécanismes de financement en vue de renforcer les systèmes de santé nationaux et sauver des vies. Parallèlement, le [Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19](#), alimenté par la réforme du système des Nations Unies pour le développement, a permis la mise en place de réponses coordonnées et intégrées afin d'atténuer les effets socioéconomiques de la COVID-19 et de préparer le relèvement. La présente note d'information illustre, essentiellement au travers d'exemples, la manière dont les six organismes travaillent ensemble et avec les autres composantes du système des Nations Unies pour soutenir les États membres.

L'avenir est porteur de nouveaux défis. La lourde tâche visant à parvenir à un relèvement durable, inclusif et résilient suite à l'épidémie de COVID-19, conformément à l'examen quadriennal complet des politiques de 2020, présente des défis sans précédent aux niveaux mondial et national. Avec le déploiement des vaccins contre la COVID-19, le système des Nations Unies pour le développement doit continuer à travailler avec les gouvernements, les communautés, la société civile et le secteur privé pour renforcer les capacités des systèmes de santé et relever les défis liés à l'hésitation vaccinale, à l'équité et à la distribution. Nous devons également veiller à ce que les efforts de relèvement soient axés sur les personnes, tiennent compte de l'égalité des genres et respectent les droits fondamentaux, afin de



UNOPS



minimiser les effets de la pandémie sur les personnes les plus vulnérables. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Programme alimentaire mondial (PAM) sont déterminés à mener des actions conjointes et coordonnées pour non seulement répondre aux difficultés, mais aussi contribuer à un relèvement durable et équitable en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 visant à ne laisser personne de côté.

Le système des Nations Unies reconnaît son rôle essentiel de leader au sein de la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la mise en place d'une riposte mondiale efficace pour contrôler et endiguer la propagation de la COVID-19 et tenir compte des liens critiques entre la santé, le commerce, les finances et le développement économique et social. Le Pacte de financement souligne l'importance d'un financement flexible, prévisible et de qualité pour que le système des Nations Unies soit en mesure de jouer ce rôle de manière efficace et répondre aux exigences supplémentaires imposées par la pandémie de COVID-19.

2. Un an après le début de la pandémie de COVID-19, quels enseignements généraux pouvons-nous tirer de la riposte à la COVID-19 afin de guider le relèvement ? Comment l'action conjointe menée à travers le Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19, alimenté par la réforme du système des Nations Unies pour le développement, a-t-elle permis la mise en place de réponses coordonnées et intégrées permettant d'aborder les dimensions de genre de la pandémie et de s'assurer que les plus vulnérables soient au cœur des efforts du système des Nations Unies visant à ne laisser personne de côté ?

Les exemples suivants ont été sélectionnés afin d'illustrer les réponses aux questions impliquant tous les organismes et tenant compte des différentes régions et domaines thématiques.

Exemples clés d'efforts conjoints

La collaboration entre douze organismes et deux organisations non gouvernementales internationales (ONGI) pour garantir l'accès à un approvisionnement ininterrompu et durable en équipement de protection individuelle (EPI) à prix abordable a été essentielle pour préserver la santé des travailleurs de première ligne pendant l'épidémie de COVID-19.¹ Face à une chaîne d'approvisionnement perturbée, les organismes des Nations Unies et les ONGI intéressées ont collaboré pour répondre à la demande et aider les pays disposant d'un pouvoir d'achat limité à accéder aux fournitures essentielles. Grâce aux services communs fournis dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, 436 organisations ont été soutenues jusqu'à présent : 1 565 vols ont été affrétés pour le transport de passagers, 29 563 passagers ont été transportés vers 68 destinations et 148 333 m3 de fret ont été expédiés. L'Unité des services d'approvisionnement de Copenhague, où les organismes des Nations Unies œuvrent à l'approvisionnement, à l'achat et à la passation de contrats pour les fournitures, a dirigé la riposte à grande échelle à l'aide d'une équipe d'experts. Les experts chargés de l'assurance qualité provenant de huit organismes ont évalué les entreprises et les produits, examinant notamment près de 400 articles pour en vérifier la qualité, la sécurité et les performances. Quinze accords à long terme ont été signés pour 34 produits d'EPI. Ces accords ont été essentiels pour stabiliser la chaîne d'approvisionnement, assurer la sécurité et faciliter la planification et les prévisions. Cette collaboration entre les organismes a permis de

¹ L'Agence internationale de l'énergie atomique, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'Organisation internationale pour les migrations, Médecins sans Frontières, l'Organisation panaméricaine de la santé, le PNUD, l'UNFPA, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF, l'UNOPS, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé ont conjugué leur expertise en matière d'approvisionnement.



UNOPS



veiller à ce que les pays puissent accéder aux produits dont ils avaient besoin pour faire face à la pandémie et assurer le fonctionnement des systèmes de santé.

Au **Cameroun**, grâce à un financement de plus de 27 millions de dollars US accordé par la Banque islamique de développement, le PNUD, l'UNICEF et l'UNOPS ont acheté des équipements et des fournitures essentiels pour aider le pays dans ses efforts de lutte contre la COVID-19. Au **Cambodge**, dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale et en partenariat avec le PNUD et l'UNICEF, l'UNOPS a fourni plus de 6 millions de dollars de fournitures médicales au gouvernement.

À la demande du Comité consultatif du Fonds fiduciaire multipartenaires des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, 11 organismes ont coopéré et élaboré un tableau de bord commun aux différentes institutions du système des Nations Unies, comportant des indicateurs de genre afin de mener une riposte sexospécifique à la crise de la COVID-19. Le [COVID-19 and gender monitor](#), disponible sur le Women Count Data Hub, a été essentiel pour veiller à ce que la proposition du Fonds fiduciaire multipartenaires comprenne une analyse tenant compte du genre et fondée sur des preuves. De son côté, l'outil de suivi [COVID-19 Global Gender Response Tracker](#) s'est révélé être une ressource précieuse pour surveiller les réponses des gouvernements à la pandémie, en mettant en évidence celles ayant intégré une perspective de genre.

Plus de 53 enquêtes d'évaluation rapide du genre portant sur les effets socioéconomiques de la COVID-19 ont été menées, impliquant plusieurs organismes. Les données récoltées ont influencé les politiques gouvernementales dans toutes les régions du monde. Aux **Maldives**, le gouvernement a utilisé ces observations pour mettre en place un service d'assistance téléphonique pour la santé mentale, ainsi qu'une équipe consacrée au redressement pour l'après COVID-19 au sein du cabinet présidentiel afin de se focaliser sur la préservation des droits des femmes et des filles. Au **Pakistan**, le ministère de la Femme a eu recours à ces résultats pour l'élaboration d'une politique nationale de lutte contre la COVID-19 sensible aux questions de genre.

Pour sa part, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a conçu un plan d'action à cinq points pour aider les 150 bénéficiaires actuels, dans 71 pays et territoires, à adapter leurs interventions, au moyen de consultations des bénéficiaires pour évaluer leurs besoins.

Les organismes ont œuvré de concert à l'amélioration de la situation sanitaire des mères et des adolescents à l'aide d'évaluations conjointes des impacts de la pandémie, d'alignements sur les politiques nationales de lutte contre la COVID-19, du renforcement des capacités, d'une mobilisation accrue en faveur des adolescents et des jeunes, ainsi que des actions fortes de coopération.

- Aux **Philippines**, l'UNFPA, l'OMS, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le PNUD et l'UNICEF ont appuyé les ministères nationaux de la Santé dans l'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur la lutte nationale contre le VIH.
- Au **Botswana**, l'UNFPA, l'OMS, ONUSIDA et l'UNICEF ont lancé une évaluation de la continuité des soins essentiels en matière de santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de santé des adolescentes dans le pays. L'évaluation a reçu le soutien des bureaux régionaux de l'ensemble des organismes impliqués et a fourni au gouvernement et à ses partenaires des recommandations susceptibles d'être mises en pratiques afin de remédier aux situations d'étranglement lors des prestations de soins. En outre, les besoins des femmes, qui sont généralement davantage laissées-pour-compte, ont reçu une attention collective.



UNOPS



En **Uruguay**, les organismes ont travaillé de front pour assurer que les besoins des groupes de femmes les plus vulnérables soient pris en compte dans la riposte conjointe à la COVID-19, veillant à ce que le Cadre de riposte socio-économique à la COVID-19 (SERP) de l'équipe pays des Nations Unies soit sensible aux genres et tienne compte de la question du handicap. En vue de soutenir cet objectif, ONU-Femmes a mené, avec l'appui financier de l'initiative interinstitutionnelle Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées (PPDPH), des consultations auprès des organisations et des réseaux de femmes handicapées, qui ont souligné le besoin d'un accès à l'information et aux services.

En Afrique, les organismes et leurs partenaires ont redoublé leurs efforts en matière de santé mentale et de soutien psychosocial. À titre d'exemple, au **Mozambique**, des conseillers ont été formés afin de fournir un soutien psychosocial à distance, de réorienter les personnes vers les services de soins de santé et de renforcer les liens avec les services d'assistance téléphonique comme Linha Verde, qui permet de dénoncer l'exploitation et les abus sexuels.

En **Somalie**, le PAM, l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Banque mondiale ont coopéré pour soutenir le gouvernement dans l'élaboration de la Politique somalienne de protection sociale de 2019 et du Plan de mise en œuvre de la protection sociale. En outre, ils ont joué un rôle de coordonnateurs dans l'apport au gouvernement d'un soutien au renforcement des capacités lors de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux de protection sociale. S'appuyant sur ce travail, les organismes ont contribué à l'établissement rapide d'un système de protection sociale en Somalie, qui en était jusqu'alors dépourvue. Ce système s'est déjà révélé précieux dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et continuera à contribuer à la paix et à la stabilité.

À un stade précoce de la pandémie, au **Kosovo**², l'Équipe des Nations Unies au Kosovo a reconnu que le manque de données disponibles pour étayer les réponses politiques constituait une difficulté, et qu'il était nécessaire de veiller à ce que des données concernant la situation des femmes soient collectées et analysées. L'Équipe des Nations Unies au Kosovo disposait déjà d'un Groupe thématique des Nations Unies sur l'égalité des sexes actif et efficace, impliquant divers organismes, des institutions nationales et la société civile. Étant donné qu'elle disposait de structures préexistantes de coordination de l'égalité des genres, l'Équipe des Nations Unies au Kosovo avait déjà accès à une expertise interne et externe sur le genre dans divers domaines au début de la crise, ce qui a permis à l'Initiative SEIA d'accorder une attention accrue à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. De plus, les mécanismes en place ont pu garantir l'intégration visible du genre dans le SERP, l'Analyse commune du Kosovo (équivalent de l'analyse commune de pays) et le Cadre de coopération pour la période 2021-2025.

Pour faire face à la pandémie de COVID-19 en **République dominicaine**, l'UNICEF, le PNUD, le PAM et la Banque mondiale ont collaboré pour aider le gouvernement à intensifier les programmes de protection sociale (« *Quédate en casa* » et « *Supérate* »), qui ont contribué à briser la transmission intergénérationnelle des causes fondamentales de la pauvreté en favorisant les investissements dans l'éducation, la santé et l'alimentation à l'échelle des foyers, ainsi qu'en renforçant les capacités afin d'accroître les possibilités d'entrée sur le marché de l'emploi et le capital humain des membres du foyer. Parmi les interventions du programme se retrouvent notamment les transferts d'argent, l'engagement communautaire, la formation professionnelle et la distribution de micronutriments et d'aliments enrichis aux populations vulnérables.

Bien que le nombre de cas confirmés de contaminations à la COVID-19 soit resté faible dans la **région pacifique**, les impacts socio-économiques généraux ont été considérables. Certains secteurs comme le tourisme et l'économie des services ont été touchés de plein fouet. Par exemple, le tourisme représente

² Les références au Kosovo sont entendues selon le sens de la résolution 1244 du Conseil de sécurité (1999).



UNOPS



40 pour cent du PIB des **Fidji** et le pays a noté une diminution de 99 pour cent des arrivées de touristes en 2020, par rapport à la même période de l'année précédente. L'équipe pays des Nations Unies³ a mené des évaluations de l'impact socio-économique de la COVID-19 pour favoriser des actions informées de lutte et de redressement, notamment des dividendes démographiques, en mobilisant les gouvernements nationaux et les partenaires pour le développement.

Enseignements tirés

Les Nations Unies ont préparé des évaluations de l'impact socio-économique pour plus de 150 pays, dont les données ont été utilisées pour l'élaboration de 119 plans d'intervention socio-économique portant sur 137 pays des programmes. Pour la riposte socio-économique à la COVID-19, le Secrétaire général de l'ONU a chargé le PNUD de la gestion technique et de nombreux organismes, notamment l'UNFPA, l'UNICEF, l'UNOPS, ONU-Femmes et le PAM, ont considérablement contribué à la conception de la méthodologie d'évaluation, ainsi qu'au déploiement à l'échelle nationale. Les organismes ont mis à profit leurs avantages comparatifs au niveau national et ont apporté leur appui aux coordonnateurs résidents afin d'élaborer la riposte de l'ONU. Les évaluations de l'impact socio-économique et les plans d'intervention socio-économique ont fourni des enseignements et des observations précieux. Par exemple, la riposte à la crise a montré que les organismes nécessitent une meilleure interopérabilité entre les outils individuels d'évaluation et les systèmes internes afin d'améliorer et d'accélérer la planification et la mise en œuvre collectives pour répondre aux besoins des groupes vulnérables de manière significative et opportune.

Pour continuer à protéger le bien-être des membres du personnel des Nations Unies, qui apportent une aide essentielle et soutiennent la communauté humanitaire au moyen de services logistiques, le PAM, l'UNICEF et d'autres partenaires ont surmonté des difficultés en associant les enseignements tirés de précédentes expériences, comme la riposte à l'épidémie de maladie à virus Ebola, aux approches innovantes, aux technologies et à la transformation numérique. L'un des principaux enseignements tirés des fermetures d'établissements scolaires durant l'épidémie de maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest était que ces fermetures avaient un impact tant sur les résultats scolaires des enfants que sur leur santé et leur bien-être en général. Cela a permis de guider les interventions de lutte contre la COVID-19.

Une planification et une programmation efficaces et sensibles au genre nécessitent de mettre l'accent sur des données et des statistiques adéquates et opportunes sur le genre, qui doivent être placées en tête des priorités dans le cadre des réponses stratégiques à la COVID-19. Les lacunes au niveau des données relatives au genre et à l'initiative visant à ne laisser personne de côté doivent être identifiées dès le début de la crise. Au cours de la pandémie, les femmes ont perdu davantage d'emplois, ont assumé une plus grande part du travail non rémunéré et ont subi une recrudescence de la violence domestique.

3. Comment les organismes, fonds et programmes de l'ONU peuvent-ils tirer parti de l'examen quadriennal complet de 2020 et de notre programme commun dans le cadre de la Décennie d'action pour soutenir les efforts de lutte et de relèvement face à la COVID-19, afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et du Programme 2030, notamment au moyen de partenariats et à travers le financement du développement ?

L'examen quadriennal complet de 2020 souligne le caractère central d'un Cadre de coopération revitalisé, stratégique, flexible et orienté vers les résultats et l'action, en tant qu'instrument essentiel pour la planification et la mise en œuvre des activités du système des Nations Unies pour le développement à l'appui du Programme 2030, et met l'accent sur la nécessité d'un relèvement durable et résilient, axé sur

³ Le PNUD, ONU-Femmes, l'UNFPA, le PAM, l'UNICEF, l'OIT, l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ONU-Habitat, le Département des affaires économiques et sociales (DESA), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation internationale pour les migrations (IOM).



UNOPS



les personnes, tenant compte des questions de genre et respectant les droits fondamentaux. Le renforcement de l'action conjointe en matière de santé, de nutrition, de protection sociale et de rétablissement des emplois et des moyens de subsistance sera crucial pour se prémunir contre les chocs futurs et protéger les acquis en matière de développement ainsi que les investissements réalisés.

Le financement du développement nécessite un pacte plus vaste, regroupant des donateurs traditionnels et non traditionnels et prévoyant un financement pluriannuel et non affecté, afin de consolider le continuum de paix entre l'humanitaire et le développement et de fournir un cadre plus fiable et durable aux opérations de développement. En outre, le secteur privé est appelé à accélérer ses efforts et à contribuer à la revitalisation des marchés et de leurs liens, en particulier dans les marchés sous-développés et émergents, d'une manière plus équitable, plus sensible aux conflits et plus respectueuse de l'environnement.

Portant sur 137 pays, les SERP témoignent d'une approche complète et coordonnée des équipes de pays des Nations Unies. En collaboration avec les institutions financières internationales (IFI), les donateurs bilatéraux, le secteur privé et les acteurs de la société civile, ils visent à fournir un cadre de réponse commun aligné sur les plans et les priorités des gouvernements. Environ 56 % des SERP ont bénéficié d'une contribution de la Banque mondiale et 32 % du Fonds monétaire international (FMI). Pour plusieurs d'entre eux, il existe un lien clair avec les cadres de financement nationaux intégrés (INFF), en tant qu'outils permettant de comprendre le paysage national en matière de financement du développement.

L'engagement en faveur de stratégies nationales de financement durable, caractérisées par une forte appropriation nationale, est un point d'entrée essentiel pour les organismes afin de renforcer la priorisation nationale du financement des ODD. L'ONU mobilise ses atouts collectifs entre les différents organismes en vue d'aider les gouvernements à élaborer des INFF qui leur permettront de faciliter le financement du relèvement suite à la COVID-19. Le Fonds conjoint pour les ODD investit notamment 60 millions de dollars US dans 62 pays. Plus de 15 organismes participent à cet effort, en s'associant avec le FMI et l'Union européenne pour renforcer les capacités nationales et déployer une assistance technique. Les rapports préliminaires suggèrent que 41 programmes nationaux ont établi un lien entre leur programmation dans le cadre des INFF et les stratégies de relèvement face à la COVID-19. Le plaidoyer et le soutien aux gouvernements pour qu'ils alignent leur financement sur des stratégies de redressement écologiques, équitables et résilientes nécessitent un effort conjoint de la part des Nations Unies. En outre, la crise engendrée par la COVID-19 ayant accru l'importance de la protection sociale pour les plus vulnérables, le Fonds a permis de réaffecter 20 % des budgets des programmes en vue de l'adaptation et de la lutte contre la pandémie.

En **Ouzbékistan**, le SERP a fait preuve d'efforts concertés, suivant le Cadre de coopération. Seize agences et six IFI⁴ travaillent à la création d'emplois, à la requalification des travailleurs migrants et des jeunes touchés par la crise, à la fourniture de matériel médical et de protection, ainsi qu'à l'apport d'informations et de compétences essentielles à la population. Les zones prioritaires concernées par une réponse multilatérale et des mesures d'atténuation sont la santé, la macroéconomie, la protection sociale, la création d'emplois, l'éducation, la cohésion sociale, les données et les évaluations. Rien qu'en Ouzbékistan, les IFI ont obtenu environ trois milliards de dollars US de prêts. Les autres réponses incluent le financement d'urgence, les orientations sur l'apprentissage à distance, les garanties

⁴Six IFI (la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) et 16 organisations (FAO, OIT, OIM, le Centre du commerce international (ITC), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ONUSIDA, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), PNUD, Commission économique pour l'Europe, CESAP, UNESCO, UNFPA, HCR, UNICEF, ONUDC, OMS).



UNOPS



commerciales et avances de trésorerie pour les petites et moyennes entreprises, le soutien aux agents de police de première ligne aux points de passage frontaliers, un accès élargi à l'eau potable et à des communications fondées sur des données scientifiques concernant la pandémie et les services disponibles pour la limiter et la contenir, ainsi que la mise en place d'une équipe multilatérale efficace de gestion de crise COVID-19 pour coordonner le soutien.

Le nouveau Cadre de coopération pour la période 2021-2025, approuvé en septembre 2020, intègre les enseignements et les priorités aux interventions de lutte contre la COVID-19. Il vise à aider l'Ouzbékistan à atteindre les ODD au niveau national et à renforcer le respect des obligations internationales en matière de droits fondamentaux, dans le cadre de la vision globale d'une société plus juste, plus égalitaire et plus résiliente d'ici à 2030, tout en se remettant des effets de la pandémie. D'autre part, outre le soutien au niveau national, l'ONU a lancé deux nouveaux Programmes conjoints nationaux de l'ONU : a) sur le INFF ; et b) sur une réponse holistique aux besoins des personnes vulnérables face à la pandémie (l'Équipe de pays de l'ONU a reçu des ressources du Fonds fiduciaire multipartenaires des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19).

La **Jordanie** est un exemple de réponse solide à la COVID-19, comprenant le SERP, le suivi et le rapport des résultats à l'échelle du système, et la collaboration entre les piliers. Le SERP de la Jordanie s'appuie sur le Cadre de coopération pour la période 2018-2022 et le complète. Le Cadre de coopération et le SERP s'alignent sur la « Jordan Vision 2025 » du gouvernement, le Plan de croissance économique, la Stratégie nationale pour la femme 2020-2025 et d'autres documents clés de planification stratégique.

Le Cadre de coopération de la Jordanie indique qu'une personne sur sept dans le pays est pauvre, les jeunes, les femmes, les réfugiés et leurs communautés d'accueil, les habitants des régions isolées et défavorisées, les personnes handicapées et les travailleurs migrants étant les plus susceptibles d'être laissés de côté. Les évaluations socioéconomiques de l'ONU indiquent que les femmes, ainsi que les réfugiés, les travailleurs migrants contractuels et les communautés pauvres ont été touchés de manière disproportionnée depuis le début de la crise. Les travailleurs du secteur informel ont également été fortement touchés par la récession économique et d'autres vulnérabilités préexistantes⁵.

Au **Burkina Faso**, au **Tchad**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Niger** et au **Sénégal**, l'UNICEF, l'OMS, le PAM et d'autres partenaires soutiennent les ministères de la Santé et les partenaires œuvrant dans le domaine de la nutrition à maintenir le programme de nutrition tout en limitant la propagation du virus et ses effets négatifs sur les enfants de moins de cinq ans et les mères. En conséquence, et sur la base des orientations mondiales et régionales, les institutions nationales, les organismes et les partenaires clés ont déjà adapté les programmes de nutrition nationaux. En outre, dans toutes les activités liées au domaine, des messages clés sur la COVID-19 ont été intégrés et sont diffusés largement au niveau des communautés et des établissements de santé afin de mieux protéger la santé et l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des mères.

En février 2019, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a adopté une nouvelle recommandation inédite sur le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix en vue d'améliorer la coordination, la planification et le financement d'approches cohérentes, complémentaires et efficaces dans des contextes fragiles afin de remplir notre mission commune de soutien pour mettre fin au besoin. Depuis lors, cinq organisations ont formellement adhéré à cette recommandation : le PNUD, le PAM, l'UNICEF, l'UNFPA et l'OIM. Elles ont adopté la Recommandation du CAD-OCDE sur les liens entre l'aide humanitaire, le développement et la paix afin d'obtenir de meilleurs résultats, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par des

⁵ [Cadre d'action pour une réponse socio-économique à la COVID-19 en Jordanie](#) (publication juillet 2020).



UNOPS



conflits. Une intervention dans les situations d'urgence doit être envisagée dans le cadre de stratégies nationales plus larges afin de renforcer la résilience et les liens entre le financement et les programmes humanitaires, de développement et de paix.

En collaboration avec le bureau du Coordonnateur résident des Nations unies, le PNUD et l'UNICEF, le ministère des Finances et de la Planification du **Soudan du Sud** et l'Autorité fiscale nationale ont lancé le programme du Fonds conjoint des Nations unies pour les ODD afin de renforcer les mécanismes nationaux et infranationaux de gestion des finances publiques. Grâce à leurs actions conjointes de mobilisation, le Soudan du Sud a eu accès aux ressources de la facilité de crédit rapide du FMI pour un montant total d'environ 52,3 millions de dollars US, avec une augmentation des fonds alloués aux secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, et des prévisions d'augmentation des allocations pour l'année de financement 2020/2021 pour les secteurs de la santé et de l'éducation ainsi qu'un budget spécial COVID-19 dédié aux secteurs sociaux.

Gaza Sky Geeks, une action conjointe de Mercy Corps et Google for Startups, en partenariat avec l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA, le ministère de l'Autonomisation et de l'Entrepreneuriat et d'autres partenaires commerciaux et gouvernementaux, a organisé le premier hackathon virtuel en **Palestine**, lequel a réuni Gaza, la Cisjordanie, des personnes d'horizons différents et les communautés technologiques internationales et locales. Le Hackathon s'est inspiré du mouvement mondial #HacktheCrisis pour trouver des solutions et répondre à la pandémie.